

Introduction

Isabelle LÉGLISE

Bettina MIGGE

Pourquoi ce livre ?

La Guyane française présente une grande diversité culturelle et linguistique qui, bien que longtemps méconnue, a attiré un certain nombre d'observateurs, de l'intérieur comme de l'extérieur. Au fil des recherches menées ces trente dernières années, cette diversité a été interrogée au travers de différentes perspectives historiques, anthropologiques, sociologiques ou encore linguistiques. Toutefois, ces travaux demeurent peu connus à l'extérieur des différents champs disciplinaires concernés et ont fort peu tenu compte les uns des autres.

Pourtant, la situation sociolinguistique guyanaise interroge, intrigue, malmène parfois, les pouvoirs publics, les acteurs sociaux et les institutions aux rangs desquelles l'Éducation nationale a une place de choix. L'explication des causes de l'échec scolaire guyanais passe par exemple souvent par l'invocation de cette situation sociolinguistique, vue comme spécifique et déroutante, sans toutefois que les connaissances scientifiques dont nous disposons soient convoquées, pour la rendre plus intelligible et moins singulière. Il faut dire que la diffusion de ces connaissances fait encore défaut, en Guyane comme en métropole, tant pour les divers acteurs impliqués sur le terrain que pour les politiques – en particulier les politiques d'aide au développement et

les politiques linguistiques et éducatives – s’appliquant à ce département français d’outre-mer.

C’est pour remédier au manque de diffusion des connaissances que le projet de ce livre a été conçu. Nous espérons que mieux connaître la situation socio-linguistique guyanaise contribuera, en prenant en compte les réalités sociales et linguistiques, à formuler des politiques linguistiques innovantes, sensibles au défi langagier présenté par ce département.

C’est aussi pour remédier au manque de discussion entre champs disciplinaires que cet ouvrage collectif a été conçu¹, comme un croisement de différents regards sur un objet commun : les pratiques linguistiques et culturelles en Guyane et les représentations qu’en ont les acteurs.

En ces temps de globalisation, avec l’augmentation des phénomènes d’urbanisation et de migration, les situations multilingues – qui constituent la majeure partie des situations au monde et non un cas particulier, comme l’idéologie monolingue française tend à le faire oublier – intéressent particulièrement les sciences humaines et sociales. La Guyane, avec sa grande richesse culturelle et linguistique, offre un observatoire privilégié pour l’étude des relations entre langue et société.

D’un côté, elle présente toute une gamme de situations mettant en contact des populations aux histoires diverses, ce qui permet de réaliser des études sur de nombreux sujets : nouvelles pratiques linguistiques et sociales liées à l’urbanisation, effets de la migration sur les populations en présence, stratégies d’appropriation des langues et cultures dominantes, etc.

De l’autre, au vu des équilibres démographiques et de la résistance des langues et cultures locales face au français, la Guyane offre un terrain passionnant – sensible mais particulièrement adéquat – pour la proposition de politiques linguistiques innovantes, tant dans le domaine de l’éducation que dans celui de la santé ou de la justice où l’absence de prise en compte des langues parlées par les usagers (écoliers, patients, prévenus) conduit à des problèmes majeurs auxquels les chercheurs ne peuvent rester insensibles.

L’objectif principal de cet ouvrage est ainsi de mettre à la disposition des chercheurs comme du public en général, les connaissances et propositions dont nous disposons sur l’articulation du linguistique et du social en Guyane, vue comme un cas particulier de questions plus générales. Les différents textes de cet ouvrage se fondent sur des travaux scientifiques réalisés en Guyane ces dernières années, mais un effort particulier a été réalisé pour les rendre compréhensibles par des non-spécialistes. Le vocabulaire technique a, chaque fois que possible, été explicité et un glossaire figure en fin d’ouvrage.

1. Le projet en a été conçu sur le Maroni, fin 2003, et une première réunion collective a été organisée en 2004. Nous avons cherché à rassembler tous les chercheurs, anthropologues, sociologues, linguistes, didacticiens ou psychologues intéressés par ces questions sur le terrain guyanais. Nous regrettons que certains, par manque de temps, n’aient pu se joindre à nous et, en particulier, Gérard Collomb, Françoise Grenand, Richard et Sally Price, Diane Vernon.

Donner l'image d'une Guyane plurielle

En dehors d'articles scientifiques traitant de tel ou tel aspect des recherches en Guyane², il existe déjà un certain nombre d'ouvrages scientifiques sur ce département : des travaux ethnologiques sur certains groupes amérindiens ou businenge (GRENAND et GRENAND, 1972, HURAUULT, 1972), des travaux sociologiques centrés sur la question identitaire créole (JOLIVET, 1982) ou des grammaires et dictionnaires de quelques-unes des langues parlées (GRENAND, 1989, LAUNEY 2003, GOURY 2003, GOURY et MIGGE 2003). Certaines publications, plus récentes, visent un plus large public, comme l'ouvrage sur les Marrons rédigé par R. et S. PRICE (2003), le livre co-écrit par G. COLLOMB et F. TIOUKA (2000) sur l'histoire des Kali'na, ou l'ouvrage de présentation des langues parlées en Guyane, coordonné par O. Lescure et L. Goury, sous presse au moment où nous éditons ce livre. À l'exception de ce dernier, tous se présentent comme des monographies focalisées sur l'étude d'un groupe socioculturel, son histoire, ou sa langue. Aucun ouvrage n'avait encore présenté la situation sociolinguistique guyanaise dans sa globalité, en proposant un regard pluriel sur son plurilinguisme et son pluriculturalisme.

Ces travaux monographiques isolent les groupes socioculturels présentés ci-dessous. Le nom de ces groupes – et des langues pratiquées – est susceptible de variations qui sont liées bien souvent à des enjeux sociopolitiques. Comme c'est assez classique de par le monde, l'autodénomination d'un groupe et la façon dont les autres le nomment (missionnaires, administration coloniale, chercheurs, autres groupes) ne concordent que fort rarement. Il en est de même pour la façon de nommer sa langue – ou les variétés de langues que chacun reconnaît. La transcription écrite de ces noms et leur orthographe n'échappent pas aux lois de la variation. Elles dépendent souvent de la langue maternelle du locuteur : ainsi, pour le groupe pamaka : *paramaccan* (hollandais) ou *paramacca* (français) ou *paramaka* (anglais) et *Pamaka* comme autodénomination à l'intérieur du groupe.

Dans cet ouvrage, nous avons choisi d'homogénéiser autant que faire se peut les façons d'écrire les noms de groupes et de langues en choisissant les autodénominations revendiquées par les groupes, mais nous avons laissé latitude aux auteurs d'utiliser d'autres dénominations et orthographes. Ce n'est que l'illustration de la grande hétérogénéité existant en ce domaine en Guyane. On reconnaît généralement la présence traditionnelle :

- de groupes amérindiens : on dénombre habituellement 6 groupes ayant survécu à la colonisation française et ayant diverses histoires migratoires (*Arawak* ou *Lokono*, *Emérillon* ou *Teko*, *Kali'na* longtemps appelés *Galibi*, *Wayana*, *Wayāpi* ou *Wayampi*) ;
- de *Créoles guyanais* ou *Créoles* tout court ;

2. La bibliographie en fin d'ouvrage renvoie à certaines de ces publications.

– des groupes de Noirs Marrons : on dénombre habituellement 4 groupes de descendants d’esclaves ayant fui les plantations au XVIII^e siècle (*Aluku* ou *Boni*, *Ndyuka* ou *Aukan/Okansi*, *Pamaka*, *Saamaka*). Le nom des groupes sert également à désigner la langue parlée, à l’intérieur des groupes. Dans des situations de communication extérieure au groupe, d’autres noms génériques sont également utilisés : *nenge*, *langue businenge*, *businengetongo*, voire *djuka* au Surinam et *taki-taki* en Guyane avec diverses connotations (cf. Léglise et Migge, p. 133).

S’y ajoutent des groupes traditionnellement non natifs de Guyane :

- un groupe de Français métropolitains, souvent appelés *métros*, nés en métropole, et dont les membres ne résident généralement en Guyane que quelques années ;
- des *Antillais* de nationalité française, nés en Martinique ou en Guadeloupe, dont certains ne vivent en Guyane que quelques années alors que d’autres y sont durablement installés ;
- les *Hmong*, arrivés du Laos dans les années 1970 ;
- des groupes, plus ou moins importants numériquement, de différentes nationalités, et aux histoires migratoires différentes : *Chinois*, *Sainte-Luciens*, *Brésiliens*, *Haitiens*, *Surinamais*, etc.

Cette liste est loin d’être exhaustive et une telle présentation ne va pas sans poser certains problèmes, de cloisonnements et d’identification de « communautés », soulevés notamment dans le premier chapitre de cet ouvrage par Isabelle Léglise. Or, passer de différentes monographies sur ces groupes à un ouvrage sur les pratiques et attitudes linguistiques modifie ce que l’on donne à voir de la Guyane. En mettant l’emphase sur les langues et non sur des groupes cloisonnés de locuteurs considérés comme « natifs », nous tentons de donner une image plurielle, dynamique, voire hétérogène de certaines catégories traditionnellement présentées comme homogènes.

Dans cet ouvrage, un certain nombre de questions sont abordées :

Quelles langues sont pratiquées en Guyane ? Lesquelles sont apprises dans la famille et en dehors ? Quelle est la fonction de ces langues dans les interactions quotidiennes à l’intérieur des différentes « communautés » qui y vivent, comme entre ces « communautés » ? Comment les individus gèrent-ils leur plurilinguisme, leur pluriculturalisme ? Quelle est la place du français parmi ces différentes langues ? Quelles représentations existent sur chacune d’elles ? Quelles attitudes les acteurs ont-ils vis-à-vis de leurs propres pratiques (orales et écrites) et vis-à-vis de la pratique des autres ? Quelles politiques linguistiques sont actuellement menées en Guyane ou devraient être développées dans un tel contexte ?

Chemin faisant, on s’intéresse à des questions sociolinguistiques et anthropologiques plus larges, avec des enjeux théoriques et sociaux : le rôle des représentations dans l’acquisition et la pratique des langues, la construction de l’identité, et la place des langues dans cette construction, les mécanismes en jeu dans le contact de langues et de cultures, etc.

Hétérogénéité des pratiques et plurilinguisme

Les chapitres qui suivent – qu'ils présentent la situation guyanaise dans son ensemble (comme Isabelle Léglise, ci-après) ou qu'ils s'intéressent aux pratiques langagières et aux attitudes vis-à-vis des différentes langues dans des groupes socioculturels particuliers (comme Sophie Alby et Bettina Migge chez les jeunes kali'na et les jeunes businenge, Maud Laethier chez les Haïtiens de l'île de Cayenne, Chô Ly chez les Hmong, Marion Thurmes chez les métropolitains, Isabelle Hidair chez les Créoles) – montrent bien que le monolinguisme est de plus en plus rare en Guyane, en tout cas pour la population ayant été scolarisée. On peut en effet considérer que certains groupes sont essentiellement bilingues car ils alternent leur langue familiale et la langue officielle du département, le français, dans leur vie quotidienne, faisant ainsi un partage entre vie privée, à l'intérieur de la communauté (langue traditionnelle, vernaculaire) et vie publique (avec des interactions à l'extérieur du groupe, en français). Toutefois, les différentes lignes de partage ne sont souvent pas si nettes : Isabelle Hidair montre par exemple que même entre Créoles guyanais, l'utilisation du français permet de montrer du respect ou de se construire comme appartenant à une certaine classe sociale. Le texte de Chô Ly, pour sa part, montre que le hmong parlé en Guyane, même à l'intérieur de la communauté, contient un certain nombre d'emprunts au français et au créole, langues utilisées comme véhiculaires, pour les interactions à l'extérieur du groupe.

Pour d'autres groupes, l'image de répertoires plurilingues est sans doute préférable, étant donné que leurs membres connaissent et pratiquent différentes langues. C'est la proposition que fait Isabelle Léglise pour rendre compte du plurilinguisme au sein de la population guyanaise. Le texte de Sophie Alby et Bettina Migge montre par exemple que les jeunes kali'na et businenge font alterner les langues à l'intérieur des mêmes interactions, utilisant ce code-switching pour mettre en avant différentes facettes de leur identité en construction, et cela en liaison avec l'urbanisation rapide et le contact avec des cultures dominantes qui affectent les membres de ces groupes.

On croit souvent que les groupes minoritaires deviennent bilingues ou plurilingues parce que leurs langues ancestrales s'affaiblissent : leurs usages se limiteraient progressivement à des tâches ou des domaines particuliers, et seulement comme vernaculaires, à l'intérieur des communautés. Or la recherche menée par Marion Thurmes parmi les métropolitains montre que dans un contexte comme celui de la Guyane, certains groupes socioculturels – malgré des changements en cours considérables – continuent à jouer un rôle important, au moins symboliquement parlant. L'intégration à la société guyanaise requiert, même pour les représentants d'une culture métropolitaine dominante, l'acquisition de compétences locales, sociales et linguistiques, aussi imparfaites soient-elles.

S'il est clair que les Guyanais ne sont pas sur la pente d'un monolinguisme massif en français, la politique linguistique officielle promeut implicitement une sorte de bilinguisme où le français fonctionnerait comme une langue véhiculaire : un moyen de communication interethnique dont l'usage serait la règle dans le domaine public. Le propos d'Isabelle Léglise montre que le français est déjà partiellement utilisé comme moyen de communication – et comme lien – entre les élèves et pour certaines parties de la population. Toutefois, l'étendue de cette utilisation est sans doute bien plus limitée que celle mise en avant par les pouvoirs publics. Bien qu'il y ait un désir évident d'apprendre ou d'utiliser le français, les auto-évaluations des élèves concernant leurs compétences dans cette langue ne sont pas très élevées (LÉGLISE, 2004, 2005) et les opportunités pour utiliser le français en dehors de l'école manquent cruellement. Par ailleurs, ces travaux montrent que d'autres langues fonctionnent comme véhiculaires : le créole guyanais à l'est et ce que certains appellent « taki-taki » à l'ouest dont le texte d'Isabelle Léglise et Bettina Migge montre qu'il s'agit d'un complexe renvoyant à différentes variétés – traditionnelles ou hybrides – parlées par des locuteurs natifs des communautés traditionnelles ou par de nouveaux locuteurs, dont des métropolitains. Pour les locuteurs natifs traditionnels comme pour les locuteurs non natifs, l'utilisation de ces langues véhiculaires permet de négocier de nouvelles identités sociales émergentes (ce que montrent les textes d'Isabelle Léglise et Bettina Migge ou de Maud Laethier) qui viennent élargir l'éventail de leurs pratiques langagières.

Hétérogénéité des pratiques et des rapports à l'écrit

L'hétérogénéité des pratiques n'est pas limitée à la communication orale, elle fait également partie intégrante du domaine de l'écrit, que l'on croit pourtant souvent plus fermé aux variations. Les textes de Laurence Goury et d'Odile Lescure montrent que transformer une « langue orale » en « langue écrite » n'est pas seulement un problème technique. Dans le cas de langues créoles, comme le créole guyanais dont le lexique recoupe pour beaucoup celui de la langue officielle, une question classique est de savoir si la transcription orthographique doit refléter cette similarité ou au contraire mettre l'accent sur les différences. Alors que de premières versions choisissaient plutôt la première option, des tentatives plus récentes choisissent souvent la deuxième. Lorsqu'il s'agit de langues qui sont parlées dans différents pays (comme pour le kali'na ou les langues businenge par exemple), l'une des questions qui se posent est de savoir si les différents groupes veulent maintenir l'unité d'une communauté supranationale/transnationale ou si les systèmes orthogra-

phiques doivent refléter les différentes appartenances nationales. D'autres facteurs, sociaux et politiques, jouent un rôle important dans ces processus. Si, comme pour le cas de l'écriture d'Afaka abordé dans le texte de Laurence Goury, la personne qui propose le système de transcription n'a pas un statut social et des appuis politiques suffisants dans la communauté, de telles propositions tombent rapidement dans l'oubli.

Par ailleurs, les textes de Laurence Goury, Silvia Tinoco et Odile Lescure suggèrent que le désir de créer des formes écrites ne naît pas uniformément dans une communauté. Il est souvent le fait d'une minorité d'acteurs et d'un travail de collaboration avec des chercheurs impliqués dans la description de ces langues. Une fois que ces systèmes d'écriture ont été adoptés par la communauté – ou une partie d'entre elle (*via* des ateliers, associations, comités, instances consultatives), tous les problèmes sont loin d'avoir été résolus. D'une part, la question de la diffusion des systèmes choisis se pose. Un système éducatif a rarement le personnel qualifié pour s'occuper de cette diffusion, et l'Éducation nationale française a jusqu'à présent montré peu d'intérêt à promouvoir l'écriture dans d'autres langues que le français (*cf.* ALBY et LÉGLISE, 2005 pour une étude des discours officiels concernant ce point en Guyane). Les différents groupes socioculturels ont pour leur part de grandes difficultés à assurer cette diffusion, par manque de temps et de moyens souvent, mais également parce que la littéracie n'occupe qu'une place marginale dans leurs préoccupations.

Une question importante concerne également l'utilisation que les différents groupes ont de ces systèmes. Pour des populations où le taux de scolarisation est important, comme c'est le cas en Guyane, les élèves apprennent d'abord à écrire en français et, même s'ils adhèrent à l'idée que leur langue puisse être dotée d'une écriture (*cf.* LÉGLISE, 2004 pour les souhaits d'apprentissage de l'écrit dans les différentes langues), ils préfèrent souvent écrire en français, pour différentes raisons (praticité, facilité, utilité) comme le montre Silvia Tinoco chez les Wayāpi. Dans certains groupes, où des locuteurs ont appris à écrire dans leur langue et où il existe une tradition d'écriture, le souhait d'utilisation de leur propre langue pour écrire tend à être plus élevé. C'est le cas des Noirs Marrons dont un certain nombre a appris à écrire en sranan tongo, un autre créole à base anglaise très proche structurellement de leurs variétés vernaculaires. Quoi qu'il en soit, il existe une grande hétérogénéité dans les pratiques d'écriture parmi les locuteurs de langues businenge. Pour ceux qui ont été scolarisés quelques années au Surinam par exemple, différentes formes graphiques ont été enseignées au cours des dernières décennies. Et il est très difficile d'arriver à un consensus sur les systèmes d'écriture car chaque forme est empreinte d'idéologie. Toutefois, les personnes alphabétisées reconnaissent et comprennent normalement les différentes formes qui sont en concurrence.

Enfin, les raisons pour lesquelles chacun écrit sont également un point important à prendre en compte. Pour la plupart des habitants de la Guyane, les activités de lecture et d'écriture ont à voir avec des activités officielles ou

publiques (correspondance avec des agents de l'État notamment) qui contiennent à se passer en français. L'utilisation privée de la lecture et de l'écriture, voire ses emplois ludiques ou comme passe-temps, pourrait être l'occasion d'utiliser les différentes langues locales, mais elle est, comme le soulève Silvia Tinoco, fort peu développée. En fait, dans certaines communautés, comme chez les Noirs Marrons par exemple, on note une résistance à la mise à l'écrit de connaissances traditionnelles, aussi bien dans les langues officielles que dans les langues premières de ces groupes, ce que rappellent Laurence Goury et Jean-Yves Parris. Ce dernier auteur montre que les connaissances historiques locales ont une fonction essentielle parmi les Businenge. Des différences subtiles de présentation jouent un rôle important dans la négociation de sa propre identité – en tant qu'individu comme en tant que groupe. Du point de vue businenge, passer à l'écrit ce type de connaissances mène à légitimer une version particulière – en général la version politiquement dominante, ou celle qui se rapproche le plus de l'auteur – et à supprimer les autres points de vue concurrents, ce qui permet une falsification des thèses soutenues.

Contacts de langues et de cultures : représentations de l'Autre et relations interculturelles

Alors que de nombreuses études s'intéressent aux pratiques à l'intérieur d'une communauté particulière en Guyane, elles ne se penchent que d'une manière périphérique sur les relations que cette communauté entretient avec les autres groupes en présence. Dans un contexte d'urbanisation, de migration et de métissage parmi les membres de ces groupes, la connaissance de ces interactions et des différentes représentations y afférent est néanmoins vitale pour comprendre l'évolution du département. Une mauvaise évaluation de cette dimension interculturelle ne peut que mener les acteurs politiques, comme les acteurs sociaux, à intensifier, voire créer, des tensions latentes entre les communautés. Francis Dupuy montre par exemple qu'il existait une relation étroite entre Aluku et Wayana par le passé, qui était principalement de nature économique : les Aluku utilisaient des matières premières transmises par les Wayana à qui ils fournissaient des produits manufacturés de la Côte, mais cet échange tendait à être asymétrique. En raison de leur plus grande expérience de la société côtière, les Aluku tournaient cet échange en leur faveur, considérant les Wayana comme leurs frères, mais moins puissants. Lorsque la nécessité de ces échanges disparut, et que les Wayana purent avoir accès aux mêmes sources financières et aux mêmes biens directement, ils réaffirmèrent leur autonomie et combattirent la domination aluku en s'alliant à des projets départementaux (concernant la création d'un parc et la gestion de l'or) qui

vont à l'encontre des intérêts aluku. On entrevoit bien ici qu'une telle situation, si elle est mal évaluée et mal gérée par les différentes parties en présence – représentants de la Région et de l'État, comme représentants des différentes communautés – peut dégénérer en affrontements « ethniques ». On conçoit aussi aisément que ces terrains sont quelque peu délicats pour les chercheurs. Un certain nombre des textes qui suivent illustrent clairement l'hétérogénéité intrinsèque des « groupes ethniques ». Isabelle Léglise réfute l'utilisation de ces concepts homogénéisants, à commencer par celui de « communauté » si souvent employé pour parler de la Guyane, en notant la difficulté qu'ont les chercheurs, comme les acteurs guyanais, à sortir de ces catégories que le discours commun propose. Alors que chaque groupe a des représentations fortes sur ses propres caractéristiques sociales et linguistiques – et en particulier sur les frontières avec celles des autres (*cf.* le texte d'Éliane Camargo sur la représentation de soi et de l'Autre chez les Wayana par exemple) – le texte de Marie-José Jolivet suggère que ces distinctions peuvent s'estomper notamment lors de l'adaptation à un nouvel environnement social. Elle montre que l'appartenance au groupe est flexible. Traditionnellement, les Noirs Marrons tendent à faire une distinction claire entre un intérieur au groupe (de Marrons, par naissance) et un extérieur au groupe (les *Bakaa*, membres de groupes dominants dans la région), mais ces frontières sont actuellement redessinées dans un contexte où des Marrons occidentalisés, en raison de leurs caractéristiques sociales, sont englobés dans la deuxième catégorie, extérieure. De la même manière, alors que les langues sont souvent présentées comme marqueur principal d'identité (et en particulier d'une identité « ethnique »), cette relation duelle langue-identité est modifiée en situation de contacts de langues et de cultures. On voit que des langues associées traditionnellement à des groupes socioculturels peuvent devenir des véhiculaires, comme le montre le texte d'Isabelle Léglise, et que le ndyuka par exemple peut être pratiqué et revendiqué par des non-Ndyuka comme partie d'un répertoire plurilingue et de pratiques sociales hétérogènes. Les textes d'Isabelle Léglise et Bettina Migge, ou de Marion Thurmes, montrent également que les groupes socioculturels traditionnels sont loin d'être monolithiques mais qu'on peut les présenter comme un ensemble important de sous-groupes sociaux. En situation pluriculturelle, les membres de la communauté de parole businenge mettent en évidence certaines différences entre eux, soulignent l'émergence de nouvelles catégories sociales ou se positionnent vis-à-vis de leurs interlocuteurs en sélectionnant différentes dénominations pour renvoyer à leur langue. Les métropolitains pour leur part montrent leur intégration relative à la société guyanaise en déclarant parler certaines langues locales et en choisissant certaines, plutôt que d'autres.

Les textes sur l'hôpital et sur les pratiques des métropolitains de Cayenne donnent un bon aperçu des relations de pouvoir et de domination entre le français et les langues et cultures locales. Alors que le français est affirmé comme seule langue dans la vie officielle guyanaise, on voit que les autres langues en présence ne lui laissent que peu de place – dans le domaine privé

comme dans le domaine public. La contribution d'Isabelle Léglise sur l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni montre que ces injonctions officielles ont peu de poids dans une situation où les patients ne maîtrisent pas suffisamment le français. Le personnel hospitalier, pour assurer une communication minimale, fait de son mieux pour s'adapter aux langues des patients, même si la pratique de ce que le personnel croit être la langue des patients est souvent sommaire. Le texte de Marion Thurmes montre que la situation est encore plus en faveur des langues locales dans le domaine privé où des métropolitains souhaitant faire preuve d'intérêt pour la société guyanaise apprennent des bribes d'une ou plusieurs langues locales parce que ces dernières sont intimement liées, pour eux, à leur vie sur place.

Gestion de l'environnement multilingue et multiculturel par les institutions

Enfin, la situation multilingue et multiculturelle que nous avons décrite nécessite, de notre point de vue, une adaptation et une gestion particulière de la part de différentes institutions, nationales et régionales. Les textes de Laurent Puren, Sophie Alby, Isabelle Léglise, Sophie Alby et Michel Launey montrent que le français continue à être l'objectif majeur – si ce n'est l'objectif unique – du processus éducatif. Ils attestent aussi du fait que certaines langues (et cultures ?) locales ont fait une (timide) percée sur le terrain scolaire ces dernières années. Quoi qu'il en soit, leur insertion à l'école n'a généralement pas été initiée ou dirigée par les institutions elles-mêmes mais par les efforts conjoints de membres actifs de différentes communautés et de divers chercheurs impliqués sur ce terrain, dont la plupart comptent parmi les rédacteurs de cet ouvrage.

Les acteurs institutionnels pour leur part sont généralement assez résistants face à de grands changements car d'une part cela leur semble aller à l'encontre des fondements de l'État, sur l'intégralité – et l'intégrité – de son territoire, et d'autre part, il manque souvent le personnel, l'expérience et les financements pour mener à bien ces changements. En dépit de ces réserves, ces dernières années ont montré une ouverture importante des institutions guyanaises (réseaux de formation, rectorat, Institut universitaire de formation des maîtres, etc.) aux langues et cultures locales, comme moyen de lutte contre l'échec scolaire important que connaît le département. L'institution scolaire fait figure de précurseur en Guyane, si on considère l'administration hospitalière, qui, pour sa part, n'a guère pris de mesures pour résoudre ces problèmes. Malheureusement, les quelques mesures en vigueur dans le domaine scolaire demeurent encore des expériences provisoires et aucune réforme importante ou durable n'est planifiée. Les problèmes liés aux langues

et cultures d'origine continuent à être perçus comme éphémères, l'éducation des populations est censée les résoudre...

Alors qu'il est bien connu que l'enseignement en Guyane nécessite des connaissances sur la situation sociale et sociolinguistique, ce que rappelle Sophie Alby, la formation des enseignants concernant les langues et cultures présentes en Guyane continue à ne pas être obligatoire mais est laissée au bon vouloir et à l'intérêt des futurs enseignants. L'offre de formation, dans ces domaines, demeure peu développée et les nouveaux enseignants, avec fort peu d'entraînement pédagogique, sont toujours envoyés sur des sites particulièrement difficiles, comme le rappelle Laurent Puren. Par ailleurs, le texte de Sophie Alby et Michel Launey montre que les matériaux pédagogiques ne sont pas adaptés à un enseignement *via* une langue de scolarisation ni à un environnement interculturel. Malgré des efforts, ils continuent à être basés, pour la plupart, sur les normes métropolitaines de l'Éducation nationale.

Des expériences, à l'intérieur comme à l'extérieur des classes, avec de nouvelles approches, comme «L'éveil aux langues et au langage» présentée par Michel Candelier, montrent clairement qu'une attention particulière à l'univers linguistique et socioculturel des élèves a des effets très positifs. Cela les aide à développer une estime de soi (*cf.* le texte de Jeannine Ho-A-Sim sur ce concept) et une compréhension d'eux-mêmes. En retour, cela les aide à dépasser leurs inquiétudes et à s'ouvrir aux expériences éducatives, ce que discute en partie le texte d'Élisabeth Godon. Lorsque les apprenants sont capables de convoquer leur propre univers au sein du processus d'apprentissage, ils sont plus motivés et obtiennent de meilleurs résultats qui viennent à leur tour favoriser le processus d'apprentissage. La formation d'adultes (qui est présentée au travers de l'exemple d'une association par Florence Foury et Catherine Tabaraud), en Guyane comme ailleurs, est de ce point de vue en avance avec sa pratique d'un enseignement interculturel.

Structure de l'ouvrage et résumé des contributions

Cet ouvrage se compose de deux parties : la première traite de la situation sociolinguistique guyanaise et des pratiques et représentations des langues et cultures en contact. Elle rassemble quatorze contributions traitant des pratiques langagières réelles des locuteurs et donne des éléments de compréhension sur les langues et les cultures en contact. Elle rassemble également des textes à propos des attitudes des locuteurs face à leurs langues et à celles des autres, ou traitant des attitudes des locuteurs face à l'écrit (aux écrits), et d'une façon plus générale des représentations sur les langues et les cultures en présence.

La seconde partie rassemble huit contributions s'intéressant à la prise en compte, par différentes institutions, des langues et des cultures en Guyane, en confrontant la situation et les politiques linguistiques scolaires avec d'autres situations généralement peu décrites dans le département : dans des associations (formation d'adulte en français, ateliers d'écriture) et à l'hôpital.

Situation sociolinguistique, pratiques et représentations des langues et cultures en contact en Guyane

L'ouvrage débute avec une présentation sociolinguistique des langues parlées en Guyane dans différents domaines et dans différentes régions. À la différence de présentations classiques de la diversité linguistique guyanaise, Isabelle Léglise – adoptant des méthodologies qualitatives et quantitatives complémentaires – insiste sur l'hétérogénéité des pratiques et sur la grande variation qui les régit.

La contribution de Sophie Alby et Bettina Migge s'intéresse plus particulièrement aux mélanges de langues en regardant pourquoi et comment ces mélanges ont lieu. Elle propose un large éventail d'exemples du terrain guyanais – en comparant les pratiques dans les communautés kali'na et businenge – avec une double analyse linguistique et sociolinguistique. Un des objectifs du texte est de déstigmatiser ces mélanges en les replaçant dans la littérature sur les contextes plurilingues.

Pour clore les caractéristiques générales guyanaises, la contribution de Laurence Goury fait l'historique de l'écriture des langues en Guyane : écrits spontanés des locuteurs, transcription par des missionnaires, codification par des groupes de locuteurs, travaux de linguistes. Elle s'intéresse en particulier à la production écrite en créole guyanais et en nenge. Le texte montre clairement la différence de perspectives entre des travaux anthropologiques, s'intéressant à l'existence d'usages écrits dans les langues et des travaux linguistiques, plus focalisés sur la codification (en particulier orthographique) des langues.

Les cinq contributions suivantes concernent les pratiques et représentations guyanaises liées au plurilinguisme et au pluriculturalisme. La première, de Marie-José Jolivet, propose une approche anthropologique du multiculturalisme guyanais à travers le cas des regards croisés entre Noirs Marrons et Créoles dans l'ouest de la Guyane. Le texte replace les observations réalisées dans une perspective historique sur les relations entre ces groupes sur les trente dernières années.

La contribution de Francis Dupuy porte sur les relations entre Wayana et Aluku dans le haut Maroni et sur les dynamiques interethniques à l'œuvre. L'auteur montre les liens, tensions et influences respectives, historiques et actuelles, entre ces groupes. Dans une perspective psycho-sociologique, sur la base de traitement de questionnaires adressés à des enfants scolarisés dans la région de Mana, dans l'Ouest guyanais, Jeannine Ho-A-Sim s'intéresse aux représentations de l'estime de soi chez des enfants hmong, kali'na, créoles et

ndyuka. Elle isole des facteurs liés à la culture des enfants dans leurs représentations et dans leur réussite scolaire.

La contribution suivante aborde l'une des conséquences du plurilinguisme guyanais : le regard des différentes communautés en présence sur un groupe de langues parlées en Guyane, les créoles à base anglaise, souvent appelés *taki-taki*, en particulier par des non-natifs. Partant d'une analyse des discours concernant cette appellation, Isabelle Léglise et Bettina Migge s'interrogent sur la réalité sociolinguistique des pratiques. Elles montrent la variété de pratiques existantes (tant dans les créoles à base anglaise, ndyuka, pamaka, aluku, saamaka, sranan tongo – que dans les variétés non natives) et insistent sur l'intérêt de considérer le point de vue de tous les acteurs en présence pour mieux comprendre la complexité sociale et linguistique guyanaise.

Dans une perspective plus linguistique, la contribution de Chô Ly s'intéresse aux emprunts au français et au créole guyanais dans la langue hmong parlée en Guyane et montre que la variété hmong parlée en Guyane – avec un faible taux d'emprunts lexicaux et pas d'adaptation phonologique – est peu influencée par les autres langues en présence.

Les six contributions suivantes concernent l'étude de pratiques langagières de certaines communautés. Dans une perspective sociologique, Marion Thurmes s'intéresse à la pratique des langues locales par les métropolitains vivant en Guyane et à leurs représentations de l'Autre. Les déclarations de métropolitains font état d'une certaine pratique des langues en présence – et en particulier du créole guyanais sur lequel les locuteurs ont tendance à se positionner (pour ou contre) dans une perspective d'intégration à la société guyanaise.

Maud Laethier, pour sa part, s'intéresse aux pratiques langagières des Haïtiens dans l'île de Cayenne. Dans une perspective socio-anthropologique, elle décrit les pratiques langagières au sein des unités d'habitation et compare ces dernières avec les déclarations d'adolescents non scolarisés. Elle montre l'importance identitaire de la langue pour ces migrants même si les données montrent des alternances entre créole haïtien et créole guyanais.

Dans une perspective proche, Isabelle Hidair s'intéresse à la place de la langue dans la construction identitaire des Créoles de Cayenne, en replaçant la langue au sein d'autres pratiques culturelles. Elle se focalise sur les attitudes antagonistes des parents face à l'introduction du créole guyanais à l'école, sur la place de cette langue dans les médias et dans les fêtes.

Adoptant une perspective ethnolinguistique, Éliane Camargo s'intéresse à la représentation de soi et de l'autre en wayana. Elle montre le lien étroit entre identification, lieu géographique et attribution des catégories (Soi/Autre).

Jean-Yves Parris pour sa part montre comment l'écriture de l'histoire des Premiers Temps chez les Noirs Marrons, Ndyuka en particulier, est investie d'enjeux identitaires et politiques. Il illustre les circonstances dans lesquelles les usages de cette écriture particulière participent aux processus d'autodétermination des Businenge.

Enfin, Sylvia Tinoco s'intéresse à la place de l'écrit chez les Wayāpi au travers d'une analyse ethnographique de l'écriture. Elle montre des usages quotidiens (listes, lettres, documents divers) parfois en wayāpi, parfois en français, et elle insiste sur le rôle de l'école et sur la fonction et la symbolique de l'écriture.

Gestion des langues et des cultures par les institutions en Guyane

Les contributions de Laurent Puren et Sophie Alby s'intéressent aux pratiques et représentations des langues à l'école. La première rappelle l'histoire des politiques linguistiques éducatives mises en œuvre dans ce département depuis le XIX^e siècle jusqu'aux développements les plus récents. La seconde se focalise sur l'utilisation du français à l'école et montre que contrairement à ce que l'appellation « langue de l'école » pourrait laisser penser, cette langue est en fait peu utilisée dans les interactions entre apprenants.

Les trois contributions suivantes font des propositions pour une prise en compte des langues et des cultures à l'école. Dans une perspective didactique, Sophie Alby et Michel Launey proposent un état des lieux de la formation des enseignants en Guyane et émettent un certain nombre de propositions pour l'améliorer en termes de connaissances, de compétences et de savoir-faire à développer. Elisabeth Godon, psychologue clinicienne, revient pour sa part sur le dispositif éducatif actuel situé le long du fleuve Maroni. Elle s'intéresse aux différentes places et fonctions, prévues dans le système et occupées réellement par les enfants, les parents, les enseignants et des médiateurs bilingues qui doivent faire le pont entre les cultures. Elle montre que le décalage entre place prévue et place effectivement occupée, plus que la langue ou la culture, est la cause de nombreuses difficultés éducatives. Le texte de Michel Candelier, présente l'approche « Éveil aux langues », éprouvée, dans d'autres contextes, comme une alternative possible pour la Guyane et propose quelques activités didactiques.

Les trois dernières contributions traitent de la politique linguistique menée en Guyane en dehors de l'école nationale. Florence Foury et Catherine Tavaud tracent le dispositif de lutte contre l'illettrisme, abordent la formation en français des adultes dans une association à Saint-Laurent-du-Maroni et proposent une approche interculturelle prenant en compte les langues et cultures des apprenants.

À travers l'étude de l'environnement graphique, des pratiques langagières et des attitudes du personnel soignant de l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni, Isabelle Léglise montre pour sa part les politiques linguistiques implicites et explicites présentes à l'hôpital. S'il n'y a pas de traitement de la question du plurilinguisme au niveau général de l'hôpital, on voit comment il est fait appel aux différentes langues dans les pratiques individuelles, pour les besoins d'une communication immédiate avec des patients très majoritairement non francophones.

Enfin, Odile Lescure aborde un phénomène de politique linguistique « communautaire » quand un groupe, les Kali'na, a décidé de réfléchir ensemble à l'écriture de sa langue. Elle montre les différents systèmes orthographiques qui ont coexisté au fil du temps et l'intérêt de la communauté pour la mise en place d'un système orthographique commun à travers des ateliers d'écriture et l'impulsion de différents projets (collecte de tradition orale, diffusion d'une graphie commune etc.).

Pour finir, l'ouvrage présente une bibliographie générale – regroupant l'ensemble des références citées dans les textes – qui réunit notamment les travaux, anciens et récents, en sciences humaines et sociales réalisés sur la Guyane.